

Appel adopté par les délégués à la conférence de Tarragone

16 et 17 mars 2013

Nous sommes des militants ouvriers, des responsables venus de 13 pays (1) et appartenant à différentes organisations syndicales dans nos pays respectifs, des militants engagés dans des organisations politiques diverses issues du mouvement ouvrier.

Nous avons répondu à l'appel qui a été lancé par nos camarades de l'État espagnol qui nous invitaient à participer à une conférence ouvrière européenne à Tarragone les 16 et 17 mars pour « débattre librement dans un objectif unique : contribuer de façon coordonnée, dans chacun de nos pays, à lever les obstacles qui se dressent contre la réalisation de l'unité. Pour abroger les plans assassins de l'Union européenne et ses traités ! Contre la dictature de la Troïka ! »

■ **CETTE CONFÉRENCE** s'est réunie dans l'État espagnol où 27 % de la population active est au chômage (plus de 50 % des jeunes), où les salaires des fonctionnaires ont été réduits de près de 30 %, où les hôpitaux ne disposent plus des moyens de fonctionner, où des milliers de familles sont expulsées chaque jour de leurs logements, dans une situation qui, de l'avis unanime des 164 délégués présents, donne une image de l'avenir promis par la Troïka à tous nos peuples, si elle n'en est pas empêchée dans un délai bref.

■ **A L'ISSUE** de la large et libre discussion, nous sommes parvenus à une conclusion: une nouvelle étape s'ouvre devant nous, celle de la préparation de la nécessaire et urgente contre-offensive de la classe ouvrière et des peuples d'Europe.

APRÈS les grèves générales, appelées dans l'unité par les directions des principales confédérations ouvrières et les immenses manifestations qui ont, à plusieurs reprises ces trois dernières années, vu déferler des millions d'hommes et de femmes dans la rue en Grèce, en Espagne, au Portugal... pour exiger l'annulation de la décision prise par leurs gouvernements respectifs de mettre à exécution les diktats de l'Union européenne, du FMI et de la BCE ; Après que le 20 février en Grèce, les travailleurs ont à nouveau répondu massivement à l'appel à la grève des confédérations GSEE et ADEDY pour s'opposer aux mémorandums dictés par la Troïka, pour la défense des conventions collectives et contre les ordres de réquisition par lesquels le gouvernement Samaras a cherché à briser la grève de huit jours des employés du métro d'Athènes ; Après que la Bulgarie a été gagnée, en ce même mois de février, par des manifestations de dizaines de milliers de travailleurs pour refuser les privatisations des compagnies d'électricité, comme l'avaient fait un an plus tôt leurs frères de Roumanie ; Après le 23 février et le 2 mars, où à nouveau des millions de travailleurs et de citoyens ont envahi les rues et les places de toutes les villes de l'État espagnol et du Portugal pour dire : « *Dehors la Troïka !* » et après qu'ait retenti, partout au Portugal, la chanson de la révolution des œillets de 1974 « *Grandola, Vila Morena* », alors que les manifestations se poursuivent en Espagne ; Après les élections italiennes qui ont mis en évidence l'impasse politique absolue dans laquelle conduit inéluctablement la politique d'austérité, de déréglementation, de privatisation des services publics et de démantèlement de l'État conduite par Mario Monti, l'ancien directeur de Goldman Sachs fidèle exécutant des directives de la Troïka ;

■ **COMMENT** ne pas nous reconnaître dans l'interpellation lancée dans notre conférence par ce militant syndicaliste d'Andalousie :

« *Pourquoi en est-on là ? Les travailleurs et les peuples de l'État espagnol sont-ils résignés aux coupes budgétaires ? Non, bien au contraire. Les travailleurs et les peuples, depuis 3 ans au moins, depuis le premier plan d'ajustement de Zapatero en mai 2010, ont démontré qu'ils sont prêts au combat.*

Qu'a-t-il manqué, que manque-t-il encore ?

J'étais moi-même délégué au congrès de ma confédération où j'ai entendu notre secrétaire général nous dire que nous avons trop mobilisé et pas assez « pacté ». Ceci explique-t-il pourquoi, après chaque mobilisation, après chaque grève générale, on a accordé une trêve au gouvernement ?

N'est-il pas temps de tirer le bilan du prétendu « dialogue social » qui suppose l'association de nos organisations aux plans de l'Union européenne (2) ?

Doit-on rechercher un « pacte » avec ce gouvernement corrompu qui a rendu le licenciement si facile qu'un million de travailleurs ont été licenciés en un an ? Doit-on rechercher un « pacte » avec le gouvernement qui a décidé et applique la réforme du travail qui a dynamité le droit de négociation collective que nous avons arraché dans le combat contre la dictature de Franco et à la mort du dictateur ? Il me semble personnellement que non. » ?

■ **CES QUESTIONS** se posent dans chacun de nos pays, où ceux qui nous gouvernent donnent en exemple la politique de « pacte » inaugurée voilà dix ans en Allemagne par le chancelier Schröder et son Agenda 2010.

■ **OR**, comme nous l'ont expliqué nos camarades allemands, cette politique a ouvert la voie à la précarisation du travail, à la destruction de l'assurance-chômage et du droit à la retraite, permettant au capital financier d'afficher, en Allemagne, des résultats insolents, et de brandir ces « résultats » comme la solution devant être généralisée à toute l'Europe, tout en camouflant les 8 millions de « bas-salaires », les 11 millions de citoyens sous le seuil de pauvreté, les 25 % d'emplois précaires et l'explosion de pauvreté qui frappe aujourd'hui la classe ouvrière allemande, en premier lieu ses retraités.

■ **NOUS MILITANTS** et responsables ouvriers venus de 13 pays d'Europe, rassemblés à Tarragone après avoir entendu les contributions faites par les délégués de nos 13 pays, affirmons ensemble :

Suite page 2

Appel adopté par les délégués à la conférence de Tarragone

16 et 17 mars 2013

L'UNIQUE MANIÈRE pour sauver les travailleurs, les peuples et les nations d'Europe, la seule voie pour sauver la classe ouvrière et la jeunesse du désastre, le seul moyen pour sauver les droits et garanties arrachés par les femmes travailleuses, la seule voie pour battre en brèche les plans d'austérité, les contre-réformes et les mesures de destruction, passe par le refus de tout pacte et de toute forme de compromis historique. Un refus qui passe par le combat intransigeant pour préserver l'indépendance du mouvement ouvrier et des organisations qui le constituent (plusieurs camarades ont mis en évidence le rôle négatif de la CES comme relais de l'Union européenne, préoccupation largement partagée par la conférence). C'est la voie pour combattre la dictature de l'Union européenne et de la troïka.

AL'ÉVIDENCE, les choses sont en train de bouger dans toute l'Europe. Un premier point d'appui vient d'être constitué contre cette politique de « Pacte » et de « compromis historique »,

avec le refus opposé par les deux principales confédérations en France de signer l'accord de déréglementation du code du travail – signé par une troisième confédération – que voulait leur imposer le gouvernement Hollande, et avec la décision prise par ces deux confédérations d'organiser en France la mobilisation du 5 mars contre la transposition de cet accord dans la loi.

LES CAMARADES que nous avons entendus nous ont indiqué que d'autres points d'appui sont en train de se construire sous la pression des travailleurs et des militants : en Espagne, en Grèce, au Portugal, y compris en Allemagne qu'on ne cesse de vouloir nous présenter, à tort, comme le modèle de relations sociales « apaisées ».

■ **C'EST UN ENCOURAGEMENT** pour les militants ouvriers qui combattent dans toute l'Europe pour inverser le cours des choses et préparer la contre-offensive indispensable.

■ **NOUS APPELONS** tous nos camarades, militants et responsables, à unir leurs efforts pour travailler en commun à élargir ces brèches dans chacun de nos pays.

(1) Allemagne, Belgique, Danemark, Etat espagnol, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse.

(2) Une association du type de ce que préconise malencontreusement la CES dans son communiqué du 11 mars où elle demande à la Commission européenne de créer l'instrument juridique lui permettant d'anticiper le « changement et les restructurations » pour répondre aux exigences de la « mondialisation ».

Engagement

Les 160 délégués de 13 pays représentés à la Conférence de Tarragone ont décidé d'achever leurs travaux par une déclaration sous forme d'« engagement ».

■ Un « engagement » à renforcer et à approfondir la coopération politique qui a commencé à s'instaurer, par-delà les frontières, pour aider la classe ouvrière et les peuples à surmonter les obstacles à la réalisation de l'unité de leurs organisations pour contraindre nos gouvernements respectifs (de droite comme de gauche) à annuler les plans d'austérité et les contre-réformes qu'ils ont décidé de nous imposer. Et cela, au nom des exigences d'une Troïka (UE, FMI, BCE) dont la dictature n'est possible que par la soumission de nos gouvernements aux traités qu'ils ont eux-mêmes ratifiés contre la volonté de nos peuples.

■ Un « engagement » auquel nous invitons les militants ouvriers qui partagent l'esprit de cette déclaration à s'associer, en le signant, en le faisant connaître largement autour d'eux et en prenant, dans chacun de leurs pays, toutes les initiatives susceptibles de resserrer les liens qui nous unissent dans cette bataille commune.

■ Plus nous serons nombreux et organisés pour agir en commun dans ce sens, plus cela aidera les travailleurs de nos pays à mettre un terme aux souffrances que subissent nos peuples.

■ Le refus de toute subordination du mouvement ouvrier à la troïka, aux directives européennes, c'est avant tout le refus de la subordination aux gouvernements de toutes couleurs politiques qui appliquent ces mesures.

■ Indépendance du mouvement ouvrier ! C'est là la voie pour sauver les travailleurs et les peuples du désastre qui menace et qui est déjà en cours. C'est la voie pour réaliser l'unité des travailleurs et leurs organisations, de la jeunesse, des peuples opprimés.

■ Nous décidons de constituer un Comité de liaison européen d'action commune pour – d'une manière organisée – développer le combat dans nos organisations pour l'unité contre la politique de pacte, pour faire reculer les différents gouvernements.

■ C'est ainsi que dans chacun de nos pays, et aussi à l'échelle de toute l'Europe, nous commençons à forger les premiers maillons d'une authentique union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, libre de toute attache avec la troïka, avec l'Union européenne et le FMI, libre de défendre en toute indépendance les droits et les garanties des peuples travailleurs.



■ **ALLEMAGNE:** Carla Boulboullé, rédaction de SoPoDe, syndicat des enseignants GEW ; Matthias Cornely, membre du conseil d'entreprise, syndicat IG Metall, membre du SPD ; Maria Ebobisse, syndicat des enseignants GEW ; Udo Eisner, syndicat IG Metall ; Henning Frey, syndicat des enseignants GEW, membre du SPD ; Bärbel Friedländer, syndicat Ver.di ; Eva Gürster, membre du collectif de direction de la commission santé de Ver.di en Rhénanie du Nord Westphalie ; Julian Gürster, syndicat des enseignants GWE, Initiative pour une organisation de jeunesse indépendante ; Gaby Hahn, DGB de Chemnitz, membre de la direction régionale de Saxe de la commission ouvrière du SPD ; Hannelore Jerichow, syndicat Ver.di ; Gotthard Krupp, membre de la direction régionale de Ver.di à Berlin, militant du SPD, membre de la direction régionale de Berlin de la Commission ouvrière du SPD ; Lothar Ott, syndicat des enseignants GEW, membre du SPD ; Michael Polke, Syndicat du rail ; Peter Polke, syndicat du rail, conseil d'entreprise du S-Bahn (métro de Berlin) ; Petra Polke, syndicat du rail ; Heidi Schüller ; Klaus Schüller, DGB, SPD, vice-président régional de la commission ouvrière du SPD en Thuringe ; Anna Schuster, syndicat Ver.di ; H.-W. Schuster, syndicat Ver.di, président de l'Union locale de Düsseldorf de la Commission ouvrière du SPD ; Beate Sieweke, Ver.di, membre de la direction régionale de la Commission ouvrière du SPD en Rhénanie du Nord Westphalie ; Günther Schwefing, syndicat Ver.di ; Dirk Weiss, syndicat de l'énergie et de la chimie IG BCE, membre du conseil d'entreprise ; Monika Wernecke, Die Linke (Parti de gauche), déléguée du personnel syndicat Ver.di des services publics.

■ **BELGIQUE:** Gaëtan Coucke, FGTB (CGSP) ; Fayçal Draïdi, SETCA ; Roberto Giarrocco, FGTB (CGSP) ; Olivier Horman, FGTB (CGSP) ; Catherine Klepinine ; Karim Si-Abdelhadi, FGTB (CGSP).

■ **DANEMARK :** Per Sørensen, BJMF (Syndicat du bâtiment), Copenhague, membre de la commission syndicale du Mouvement populaire contre l'Union européenne ; Kim Bilfeldt, BJMF (Syndicat du bâtiment), Copenhague, président de la commission « Union européenne » de BJMF, Copenhague ; Tscherning Johansen, BJMF (Syndicat du bâtiment), Copenhague ; Ole Nors Nielsen, vice-président du du Groupe des transports de la Fédération syndicale 3F, adhérente de LO ; Anton Schou, membre de la commission syndicale du Mouvement populaire contre l'Union européenne.

■ **ESPAGNE:** Nuria Aguilera, syndicaliste UGT ; Dori Martín Aguirre, travailleuse des Arts Graphiques ; José Almela, syndicaliste UGT ; Hélène Arcelín, syndicaliste UGT formation ; Maria Jesus Fernández Asenjo, CATP, syndicaliste UGT ; Milagros Pellicer Baños, syndicaliste UGT ; Jesús Béjar, syndicaliste CCOO, CATP ; Margarita Tova Bel, syndicaliste CCOO ; Contxi Benagues, syndicaliste UGT chimie ; Lidia Just Calpe, syndicaliste UGT ; Damia Calvo, syndicaliste UGT-FSP ; Salvador Espino Calvo, syndicaliste UGT ; Luis Lupiáñez Carrillo, adhérent PSE-EE-PSOE ; José Maria Ollero Centeno, conseiller du Regroupement socialiste indépendant d'Aznalcázar/IU ; Manoli Jiménez Castro, syndicaliste UGT ; Alicia Torres Chávez, travailleuse au foyer ; Francisco López Córdoba, syndicaliste UGT ; Manuel Cusó, syndicaliste UGT, adhérent POSI ; Josep Calzada Doladé, syndicaliste FeS-UGT ; José Francisco Dominguez, syndicaliste UGT ; Jordi Salvador Duch, syndicaliste UGT ; Victoria Fabregat, syndicaliste UGT université ; Jorge Barrón Fernández, adhérent PSE-EE-PSOE ; Rosa de la Fuente Moreno, Plateforme des victimes des hypothèques (PAH) Sendia, Pays basque, CATP ; Pablo García-Cano, syndicaliste CCOO ; Rosa Maria Guardia i Porcar, syndicaliste UGT ; Paco Cepeda González, syndicaliste CCOO ; Daniel González, syndicaliste Union des professionnels et travailleurs autonomes UPTA-UGT ; Josep Antonio Pozo González, syndicaliste UGT ; Enrique Dargallo Guerra, syndicaliste UGT, IO ; Baltasar Santos Hernández, syndicaliste UGT, PS ; Joaquin Herrando, syndicaliste UGT ; Antonio Herranz, syndicaliste CCOO, PSOE ; Manuel Sánchez Icart, syndicaliste UGT Tarragone ; José Luis Úriz Iglesias, adhérent PSC ; Piedad León Iniesta, syndicaliste UGT ; Juanjo Llorente, conseiller de la Gauche Unie du Pays valencien ; Joan Llort, syndicaliste UGT-Metal, construction et dérivés (MCA) ; Abel Ricart Llovera, syndicaliste Confédération des travailleurs autonomes de Catalogne (CTAC)-UGT ; Montserrat Díaz Lominchar, syndicaliste CCOO ; Francesco López, adhérent PSC ; Julio Lozano, syndicaliste UGT Fédération des industrie et travailleurs agraires FITAG ; Alejandro Caballero Madrid, adhérent Jeunesse socialiste de Catalogne JSC ; José Antonio Iniesta Martín, syndicaliste UGT, adhérent Parti des Socialistes de Catalogne PSC-PSOE ; Manuel Iniesta Martín, syndicaliste CCOO ; Jesus Maria

Pérez Martínez, syndicaliste UGT ; **Koldo Méndez**, syndicaliste UPTA-UGT, Parti Socialiste d'Euskadi-EE ; **Miguel González Mendoza**, syndicaliste UGT ; **Antonio Montaña**, syndicaliste CCOO ; José Manuel **Ocaña**, syndicaliste UGT ; **Blas Ortega**, syndicaliste UGT ; **Josefa Maria-Pépi Afonso Ortiz**, syndicaliste CCOO ; **Andres Bódalo Pastrana**, syndicaliste du Syndicat Andalou des Travailleurs (SAT) ; **Luis Maria Pérez Pérez**, adhérent PSE-EE-PSOE, syndicaliste UGT ; **José Moreno Perres**, syndicaliste SAT ; **Albert March Plana**, indépendant ; **Mariano Pescador**, syndicaliste UGT ; **Babel Olites Prades**, syndicaliste UGT ; **Esperanza Quesada**, travailleuse de la santé ; **Gumer Benítez Rangel**, adhérent PSE-EE-PSOE, CCOO ; **Ruben Romero**, syndicaliste UGT ; **Santiago Reyes Ruiz**, adhérent PSE-EE-PSOE ; **Rafael Aguilera Sánchez**, syndicaliste UGT ; **Luis González Sanz**, syndicaliste CCOO ; **Maria Teresa Homedes Sagrañes**, syndicaliste UGT ; **Isabel García Toledano**, syndicaliste UGT ; **Samuel Rodríguez Torondel**, syndicaliste UGT ; **Angel Tubau**, comité pour l'alliance des travailleurs et des jeunes (CATP) et IO ; **Milena-Aurora Tudor**, traductrice ; **Ignacio del Valle Labarga**, PAH Sendia Pays basque, CATP ; **Pierre Vanham**, adhérent Parti Ouvrier Socialiste Internationaliste (POSI) ; **Iñigo Fernández Villasante**, adhérent PSE-EE Ortuella, Foro 125.

■ **FRANCE:** **Jocelyne Baussant**, syndicaliste ; **Dominique Beltrand**, syndicaliste grande distribution ; **Claude Billot-Zeller**, POI ; **Claude Cheville**, syndicaliste Banque de France ; **Jean-Paul Crouzet**, POI ; **Jean-Michel Delaye**, POI ; **Alban De Soutter**, syndicaliste ; **Yves Dray**, POI ; **Jean Duramois** ; **Marc Gauquelin**, POI ; **Jacques Girod**, syndicaliste ; **Daniel Gluckstein**, secrétaire national du POI, coordinateur de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ; **Patrick Hébert**, syndicaliste ; **Christel Keiser**, POI ; **Jean-Louis Lorrain**, Parti de gauche ; **Jean-Charles Marquiset**, POI ; **Patrice Moulin**, syndicaliste ; **Philippe Navarro**, responsable syndical hospitalier ; **Dominique Paumel**, syndicaliste ; **Pierre Priet**, syndicaliste construction ; **Fabien Renneteau**, syndicaliste commerce ; **René Sale**, syndicaliste hospitalier ; **Gérard Schivardi**, secrétaire national du POI ; **Jean-Pierre Sparfel**, syndicaliste ; **Philippe Terrien**, syndicaliste PSA Rennes.

■ **GRÈCE:** **Andreas Guhl**, militant SYRIZA, éditeur de *Ergatika Nea* ; **Maria Pantazaki**, syndicaliste enseignante, militante ANTARSYA ; **Dimitrios Vasileiou**, militant de SYRIZA.

■ **HONGRIE:** **Aradi Pal**, dirigeant du groupe des ouvriers du Parti social-démocrate historique, mouvement « *Les ouvriers pour les ouvriers* » ; **Judit Somi**, militante ouvrière.

■ **IRLANDE:** **Manus Bree**, Mouvement populaire, Syndicaliste SIPTU (à titre personnel).

■ **ITALIE:** **Kristian Goglio**, délégué CGIL-école (à titre personnel), Turin ; **Monica Grilli**, déléguée CGIL-école (à titre personnel), Turin ; **Cinzia Sannazzaro**, déléguée UIL-télécommunications (à titre personnel), Turin ; **Lorenzo Valardo**, membre de la direction UIL-école (à titre personnel), Turin.

■ **PORTUGAL:** **João Alves**, dirigeant du Syndicat des dockers ; **Pedro Correia**, architecte, Marinha Grande ; **Ana Sofia Cortes**, déléguée syndicale du STFP/SA/CGTP, Lisbonne ; **Victor Dias**, dirigeant du Syndicat des dockers ; **Pedro Marques**, SEJOR, vitrier, Marinha Grande ; **Carmelinda Pereira**, POUS, Lisbonne ; **Isabel Pires**, dirigeante du SPGL/CGTP, Lisbonne ; **Fernando Quadros**, employé de banque, retraité, Marinha Grande ; **Joana Saraiva**, employée assurances, Marinha Grande ; **Fernanda Magda Silva**, professeur de l'enseignement spécialisé, Lisbonne ; **Aires Rodrigues**, POUS, Marinha Grande.

■ **ROUMANIE:** **Constantin Cretan**, AEM ; **Ileana Cretan**, AEM ; **Marian Tudor**, AEM

■ **SUÈDE:** **Marcus Carlstedt**, syndicaliste enseignant, Stockholm ; **Jan-Erik Gustafsson**, syndicaliste enseignement supérieur (à titre personnel), Stockholm ; **Ake Johansson**, syndicaliste SEKO (services publics), Sundvall ; **Eva Jonson**, syndicat des kinésithérapeutes, Stockholm ; **Daniel Nordström**, responsable syndical de l'industrie alimentaire, Stockholm ; **Gösta Torstensson**, Mouvement populaire pour le « *Non à l'Union européenne* », Stockholm.

■ **SUISSE:** **Max Robert**, PS, syndicaliste services publics.

Je signe cet appel

Nom, prénom : Qualité :

Coordonnées : Pays :

A renvoyer à tarraco11@gmail.com et eit.ilc@fr.oleane.com